



## POLICY BRIEF

Note d'orientation n° 2

### **REGUIDE – Une approche holistique, réparatrice et sensible au genre pour guider les rapatriés vers leur pays d'origine : rapport médiatique**

Cette note d'orientation présente les conclusions d'une étude menée pendant quatre ans sur la manière dont les médias belges ont dépeint les hommes partis en Syrie, les soi-disant (potentiels) rapatriés, entre 2013 et 2022. L'analyse de quatre journaux montre que les reportages étaient dominés par la peur, la suspicion et l'exclusion. Les (potentiels) rapatriés étaient souvent décrits comme des menaces barbares ou irrécupérables, tandis que les récits de réintégration réussie étaient rares. Bien que certains médias aient également remis en question la rhétorique politique et aient inclus des voix alternatives, le discours politique a dominé, renforçant souvent la peur, la vengeance et les mesures punitives. Une telle couverture médiatique alimente la stigmatisation, restreint le débat public et sape le soutien à la réintégration des rapatriés, même si les experts soulignent qu'il s'agit là des voies les plus sûres pour garantir la sécurité à long terme et la cohésion sociale. Pour aller de l'avant, il faut : i) centrer les discours sur les valeurs démocratiques, les droits humains et l'État de droit ; ii) de reconnaître la responsabilité partagée des médias, des politiciens, des praticiens et du grand public pour dépasser les discours fondés sur la peur ; iii) que les médias agissent en tant que gardiens, remettent en question la passivité politique et dénoncent les développements politiques non démocratiques et vindicatifs ; iv) que les journalistes respectent les normes éthiques et déontologiques de l'anonymat, en s'abstenant de divulguer des informations personnelles susceptibles d'entraver la réintégration.

### Contexte et question(s) de recherche

Au cours de la dernière décennie, la question des Belges qui se sont rendus dans les zones de conflit en Syrie et en Irak a suscité des débats publics et politiques marqués par l'hostilité et la méfiance. L'opinion publique et les réactions politiques se sont souvent montrées méfiantes à l'égard du rapatriement, alors que les experts s'accordent à dire qu'un rapatriement contrôlé et une réintégration guidée constituent l'approche la plus sûre à long terme. Cette tension entre la sécurité, l'opinion publique et la prise de décision politique pose un défi majeur à la société belge.

Le projet Reguide répond à ce défi en développant une approche holistique, réparatrice et sexospécifique de la réintégration. Son objectif est non seulement d'accompagner les rapatriés et leurs familles dans le processus de réintégration, mais aussi de préparer la société belge à aborder cette question de manière à renforcer la démocratie et la cohésion sociale. Le présent rapport contribue à cet effort en examinant le rôle crucial des médias. Plus précisément, ces dynamiques sont étudiées à travers l'analyse de quatre journaux belges : *De Standaard*, *Het Laatste Nieuws*, *Le Soir* et *La Dernière Heure*. Cette sélection garantit une variation entre les communautés linguistiques, les groupes de presse et les types de journaux (élitistes ou populaires), ce qui nous permet de comparer les différents styles de reportage.

Les médias traditionnels, tels que les journaux, sont l'une des rares sources fiables sur la question des rapatriés, façonnant la manière dont les citoyens et les politiciens la comprennent. Dans le même temps, les médias sont également fortement

influencés par les voix politiques et l'opinion publique. Il est donc essentiel d'examiner comment les médias belges ont couvert la question des rapatriés et quelles perspectives ou voix ont façonné cette couverture.

Des études antérieures se sont intéressées à la manière dont les femmes et les enfants étaient souvent présentés comme des victimes ou des méchants. En revanche, la représentation des hommes est restée peu explorée. Le présent rapport se concentre donc sur les hommes (potentiellement) rapatriés, en posant trois questions principales :

1. Comment les journaux belges ont-ils dépeint les hommes (potentiellement) de retour entre 2013 et 2022 ?
2. Comment ces représentations ont-elles évolué au fil du temps et varié selon les communautés linguistiques et les types de journaux (élitistes ou populaires) ?
3. Comment les émotions et les idées sur la masculinité et la race ont-elles façonné ces récits médiatiques ?

## Principales conclusions

Notre principale conclusion est que la couverture médiatique belge des hommes (potentiellement) retournés entre 2013 et 2022 a été dominée par la peur, la suspicion et l'exclusion. Les hommes qui se sont rendus en Syrie ont souvent été décrits comme barbares, dangereux ou irrécupérables, tandis que les récits de réintégration réussie étaient rares.

Lorsque la réintégration était abordée, les reportages étaient souvent superficiels, se concentrant sur la criminalité, les incidents en prison ou les activités suspectes, ce qui renforçait l'idée que la réintégration était un échec. D'autres points de vue, tels que les témoignages d'experts sur les rapatriés qui reconstruisaient leur vie, n'ont reçu que peu ou pas d'attention. En outre, d'autres points de vue exprimés par des membres de la famille, des avocats ou des universitaires ont été mentionnés, mais ils étaient soit marginaux, soit traités avec naïveté ou suspicion. Dans le même temps, certains journalistes ont parfois joué un rôle de garde-fou, remettant en question la passivité politique et dénonçant les contradictions dans les réponses du gouvernement. Néanmoins, les voix politiques ont dominé la couverture médiatique, amplifiant encore le déséquilibre par des récits empreints de peur, de punition et de vengeance.

Un problème récurrent était la publication fréquente de noms, de photos et de détails personnels. Ce manque d'anonymat a alimenté la stigmatisation et rend la réintégration beaucoup plus difficile, car les rapatriés restent identifiables publiquement longtemps après avoir purgé leur peine. Certains articles ont même rapporté des allégations ou des affirmations non vérifiées, ce qui a donné lieu à une sorte de procès médiatique lorsque ces articles ont été associés à des rapatriés identifiables. Sans anonymat, ces hommes sont étiquetés d'une manière qui persiste longtemps après la fin des procédures judiciaires, ce qui leur laisse peu de chances de dépasser ces étiquettes.

La comparaison dans le temps montre une évolution claire. Au cours des premières années (2013-2014), les médias décrivaient encore parfois les hommes qui se rendaient en Syrie comme des « jeunes hommes » ou des « voyageurs en Syrie » (Syriëgangers), laissant ainsi une certaine place à la nuance. Cependant, après les multiples attentats perpétrés en France et en Belgique (2015-2016), les discours déshumanisants et sécuritaires sont devenus courants, la terminologie passant de « jeunes » ou « voyageurs en Syrie » à « terroristes », « djihadistes » ou « combattants terroristes étrangers ». À partir de 2017, les débats juridiques et éthiques sur le rapatriement contrôlé ont gagné en visibilité, mais ils sont restés eclipsés par des discours exclusifs et alarmistes. Entre 2020 et 2022, l'attention médiatique globale a diminué. La couverture médiatique portait moins sur les individus que sur des débats abstraits de nature politique, juridique ou éthique, contribuant ainsi à renforcer la perception des hommes (potentiellement) rapatriés comme une menace homogène et déshumanisée.

La comparaison entre les journaux a révélé des différences dans le style éditorial, mais pas toujours selon les lignes attendues entre les journaux élitistes et populaires ou néerlandophones et francophones. Au contraire, des schémas croisés sont apparus. La couverture de Het Laatste Nieuws (populaire, néerlandophone) ressemblait à celle du Soir (élitiste, francophone), tandis que La Dernière Heure s'alignait davantage sur De Standaard. Ces différences étaient particulièrement visibles dans l'utilisation d'éléments narratifs et d'intérêt humain. Dans le même temps, les lignes de démarcation traditionnelles ont également été confirmées. Les journaux populaires avaient tendance à privilégier les éléments sensationnels, tandis que les journaux élitistes s'intéressaient davantage à des perspectives politiques diverses. Cependant, dans les quatre journaux, la peur restait le prisme dominant.

Enfin, nos conclusions montrent comment les représentations genrées et racialisées ont régulièrement dépeint les (potentiels) rapatriés masculins comme des musulmans violents, incarnant une masculinité monstrueuse ou menaçante. Cela a renforcé la perception simpliste selon laquelle ils constituaient une menace irrémédiable et a laissé peu de place aux récits évoquant leur vulnérabilité, leurs remords ou leur réinsertion. En se concentrant presque exclusivement sur la menace et la violence, les discours des médias belges ont limité le débat public et rendu plus difficile l'imagination de réponses alternatives.

## Conclusion et recommandations

Ce rapport montre que la couverture médiatique a renforcé la peur et l'exclusion, rendant plus difficile d'envisager des alternatives telles que la réintégration ou le rapatriement contrôlé. Cela a des conséquences sur l'opinion publique, la prise de décision publique et la vie quotidienne des rapatriés qui restent stigmatisés publiquement. Pour relever ces défis, des mesures doivent être prises à différents niveaux de la société, c'est pourquoi les recommandations suivantes s'adressent à plusieurs acteurs.

Les recommandations ci-dessous visent à traduire les conclusions du rapport en conseils pratiques. Elles s'adressent non seulement aux journalistes, mais aussi aux acteurs politiques, aux praticiens et au grand public, car la responsabilité de façonner le discours public sur les rapatriés (potentiels) est partagée entre différents acteurs.

Pour les médias et les journalistes, la tâche consiste à assurer une couverture équilibrée et équitable. Cela signifie protéger l'anonymat, limiter le sensationalisme, rendre compte des incidents avec recul et donner de la visibilité à un plus large éventail de voix et d'histoires de réintégration. Pour les acteurs politiques, la tâche consiste à éviter d'amplifier la peur et le ressentiment et à fonder plutôt leur communication et leurs politiques sur des preuves, la sécurité à long terme et des valeurs démocratiques telles que l'État de droit et les droits humains. Pour les praticiens et ceux qui travaillent avec les rapatriés, la tâche consiste à protéger la confidentialité, à reconnaître et à traiter l'impact des représentations médiatiques et à partager plus activement les réussites en matière de réintégration. Enfin, pour les audiences et le public, la tâche consiste à consommer l'information de manière critique, à résister à la déshumanisation, à rester ouvert au changement et à compléter les médias par des informations provenant d'experts et de praticiens.

Ce n'est que grâce à cet effort à plusieurs niveaux, dans les domaines du journalisme, de la politique, de la pratique et de la vie civique quotidienne, que la Belgique pourra dépasser les discours fondés sur la peur et mettre en place des approches durables à l'égard des rapatriés.

### **Pour les médias et les journalistes**

#### **1. Équilibrer la peur par des reportages fondés sur des preuves**

Les médias et les journalistes devraient rendre compte des réussites en matière de réintégration parallèlement aux incidents sécuritaires, afin d'éviter de créer une image unilatérale de la déradicalisation et de la réintégration comme un échec. Donner de la visibilité à des perspectives diverses permet au public de voir les rapatriés (potentiels) non seulement sous l'angle du risque et de l'échec, mais aussi de s'engager dans des récits alternatifs fondés sur l'expertise et les valeurs démocratiques. Cela crée davantage d'espace dans les débats publics pour des discours politiques qui vont au-delà de la peur et de l'exclusion.

#### **2. Respecter l'anonymat et les procédures judiciaires**

Les médias et les journalistes doivent préserver l'anonymat des (potentiels) rapatriés, conformément aux codes déontologiques qui s'appliquent également aux autres suspects et personnes condamnées. Les reportages doivent éviter de devenir un « procès médiatique » et respecter les procédures judiciaires en cours et la vie privée. Une attention particulière doit être accordée à la publication des noms, adresses ou autres détails privés, car une telle exposition alimente la stigmatisation et rend la réintégration plus difficile.

Dans le même temps, il est important de reconnaître que, dans certains cas, la divulgation de certaines informations peut être légitime. Si les journalistes sont censés porter ce type de jugement éthique, la pression du sensationalisme et de la rapidité de

la production d'informations peut compliquer ce processus. C'est pourquoi les médias devraient également réfléchir à posteriori à la possibilité d'anonymiser les noms ou autres détails une fois que les personnes ont entamé leur processus de réintégration.

### **3. Garantir la diversité et l'équilibre des sources**

Afin de garantir une couverture plus équilibrée, les médias et les journalistes devraient donner la parole non seulement aux responsables politiques, mais aussi aux universitaires, aux praticiens, aux familles et aux rapatriés (potentiels) eux-mêmes. Il est tout aussi important d'éviter la domination disproportionnée d'un seul groupe d'acteurs, comme par exemple les responsables politiques, afin que le discours public soit façonné par un éventail de perspectives plus large et plus équilibré.

### **4. Rendre compte des incidents en perspective**

Les médias et les journalistes devraient rendre compte des incidents (par exemple, vols, comportements agressifs) de manière à préciser s'il s'agit de cas isolés ou s'ils s'inscrivent dans une tendance plus large. Les cas individuels ne devraient pas être généralisés comme étant représentatifs de tous les rapatriés (potentiels). Cela ne signifie pas que les questions de sécurité ou les défis liés à la réintégration doivent être ignorés ou minimisés. Lorsque des tendances sont étayées par des preuves et des analyses d'experts, elles devraient à juste titre faire partie du débat public. Toutefois, pour que les reportages soient équilibrés, il faut également mettre en avant les réussites en matière de réintégration et préciser dans quelle mesure certains comportements individuels sont (peu) courants. De cette manière, le public est moins susceptible de se retrouver avec une image déformée dans laquelle l'échec domine.

### **5. Garder le sensationnalisme dans des proportions raisonnables**

Les éléments sensationnels font inévitablement partie du journalisme, mais ils ne doivent pas dominer la couverture médiatique ni éclipser d'autres perspectives. Lorsque le reportage sensationnaliste devient la norme, il risque d'amplifier les discours alarmistes qui renforcent la peur et le ressentiment. Les reportages sur les rapatriés (potentiels) doivent donc éviter de prendre le sensationnalisme comme point de départ pour décider si et comment les histoires sont racontées. Les journalistes et les médias devraient plutôt suivre leurs codes déontologiques en privilégiant l'exactitude, l'équité et la recherche de la vérité et de la justice, afin de garantir que la couverture médiatique reflète la réalité de manière équilibrée.

## **Pour les acteurs politiques**

### **1. Soutenir une réintégration réussie en respectant la vie privée dans la communication publique**

La publication répétée de noms, de photos et de détails personnels dans les médias rend la réintégration plus difficile et alimente la stigmatisation. Les acteurs politiques devraient donc éviter les pratiques consistant à « nommer et humilier », sachant que celles-ci sont rapidement reprises par la presse. Ils devraient plutôt souligner que cette exposition publique crée non seulement des risques sécuritaires à long terme, mais renforce également la stigmatisation, rendant la réintégration réussie beaucoup plus difficile.

Si l'équilibre éthique autour de l'anonymat relève principalement de la responsabilité des journalistes, les acteurs politiques doivent être conscients de l'impact de l'exposition publique sur les rapatriés (potentiels) et intégrer cette préoccupation dans leur politique générale en matière de médias, de communication et de sécurité. L'anonymat pourrait par exemple être considéré comme faisant partie des stratégies de réintégration, en reconnaissant que limiter l'exposition à long terme contribue à créer les conditions d'une véritable seconde chance.

### **2. Privilégier les faits plutôt que la peur dans la communication politique**

Les acteurs politiques devraient éviter d'amplifier ou de construire des discours alarmistes et populistes dans les médias. Lorsque des incidents isolés se produisent ou que des histoires sensationnalistes sont largement couvertes, ils ne devraient pas déterminer de manière disproportionnée l'agenda politique, et les politiciens ne devraient pas renforcer davantage les discours de peur. Au contraire, la communication politique et la politique de sécurité devraient être guidées par des évaluations fondées sur des preuves et des avis d'experts, en mettant l'accent sur des approches de sécurité à long terme et la cohésion sociale plutôt que d'alimenter la polarisation, la panique ou le ressentiment.

### **3. Passer de politiques fondées sur la peur à des politiques durables**

Les voix politiques dominent les débats médiatiques sur la question des rapatriés, créant ainsi une boucle de rétroaction qui amplifie la peur et la vengeance. Pour contrer cela, les politiciens devraient élargir le débat en incluant activement dans leurs discours les points de vue des experts, des praticiens et des familles concernées. Cela permettrait non seulement d'apporter plus de nuance aux discussions publiques, mais aussi d'éviter que le discours politique ne se réduise à la peur et à l'exclusion. Les campagnes d'information publique peuvent renforcer cette approche en expliquant aux citoyens pourquoi des politiques

durables fondées sur des preuves, les principes démocratiques, l'État de droit et les droits humains servent mieux la sécurité collective que des mesures dictées par la panique.

## **Pour les praticiens et autres personnes travaillant avec des rapatriés (potentiels)**

### **1. Protéger la confidentialité**

Conformément à l'éthique professionnelle, les praticiens doivent protéger la vie privée des rapatriés (potentiels) et de leurs familles, en reconnaissant qu'une exposition publique inutile rend la réintégration plus difficile et alimente l'hostilité du public. Cela ne signifie pas que toutes les informations doivent être dissimulées, mais que les détails sensibles doivent être traités avec soin et mis en balance avec les risques de stigmatisation et d'exclusion. Dans leurs communications et leurs rapports, les praticiens et autres personnes travaillant avec des rapatriés (potentiels) doivent veiller à ce que ces personnes ne soient pas publiquement étiquetées d'une manière qui perpétue la stigmatisation et nuise à leur réintégration.

### **2. Aborder l'impact des représentations publiques**

Les praticiens et autres personnes travaillant avec des rapatriés (potentiels) doivent être conscients de l'impact négatif des représentations médiatiques alarmistes sur ces personnes et leurs familles. Cette prise de conscience peut être intégrée dans les programmes de soutien, par exemple en discutant ouvertement avec eux de la couverture médiatique et en les préparant à une éventuelle stigmatisation. Parallèlement, les praticiens doivent travailler activement avec les communautés locales pour lutter contre la stigmatisation, réduire l'hostilité et créer un environnement plus propice à la réintégration. Enfin, la création d'espaces pour des récits alternatifs, par exemple à travers des initiatives culturelles ou artistiques, peut contrebalancer les images unilatérales qui dominent souvent les débats publics sur la question des rapatriés.

### **3. Partager de manière proactive les réussites en matière de réintégration**

Les praticiens et autres personnes travaillant avec des rapatriés (potentiels) devraient partager de manière proactive les bonnes pratiques et les réussites en matière de réintégration avec les médias et les décideurs politiques. Mettre en avant les cas positifs peut contrebalancer les récits dominants d'échec et apporter des informations nuancées au débat. Cela démontre également que, lorsqu'elle est correctement soutenue, la réintégration contribue à la sécurité et à la cohésion sociale à long terme. Les universitaires et les experts ont également une responsabilité à cet égard. En diffusant activement leurs conclusions auprès des décideurs politiques, des médias et du grand public, ils contribuent à faire en sorte que les connaissances sur la réintégration, la sécurité et ses défis alimentent les débats et les processus décisionnels, plutôt que de rester confinées aux cercles universitaires ou d'experts.

## **Pour les audiences et le grand public**

### **1. Consommation critique de l'information**

Les informations sur les rapatriés (potentiels) sont souvent marquées par la peur, la suspicion, l'exclusion ou le sensationnalisme. Les citoyens ne doivent pas consommer les informations sans esprit critique, mais rester attentifs au langage dominant, aux métaphores alarmistes et à ce qui n'est pas dit. Il est tout aussi important d'être conscient de la prédominance des voix politiques dans les reportages médiatiques et de la manière dont leurs discours façonnent les informations auxquelles le public est exposé. Les perspectives alternatives ou positives ne doivent pas être rejetées comme « naïves », mais valorisées et traitées avec la même attention critique que les autres récits. En substance, nous invitons les gens à aborder les informations sur la question des rapatriés en étant conscients du caractère sélectif des reportages.

### **2. De l'hostilité à la nuance : résister à la déshumanisation et rester ouvert au changement**

Les rapatriés (potentiels) sont souvent présentés comme des menaces irrémédiables ou permanentes. Même si l'hostilité peut exister, le public doit résister à la reproduction de stéréotypes déshumanisants dans les discussions quotidiennes et rester ouvert à des perspectives plus nuancées fondées sur l'expertise, les valeurs démocratiques, l'État de droit et les droits humains. L'ouverture ne signifie pas l'acceptation, mais elle crée un espace permettant de considérer les rapatriés (potentiels) comme des individus plutôt que comme un groupe homogène, et de reconnaître le changement, les secondes chances et une plus grande cohésion sociale.

### **3. Informez-vous de manière proactive**

Plutôt que de se fier à des titres émotionnels, à des slogans politiques ou à des récits sensationnalistes, les citoyens sont encouragés à consulter également les informations fournies par des experts, des praticiens et des sources factuelles qui travaillent en étroite collaboration avec les (potentiels) rapatriés. Cela ne signifie pas qu'il faille se méfier des médias, mais

plutôt compléter la consommation d'informations par des perspectives qui apportent profondeur et contexte. Un engagement proactif permet d'éviter que la peur et le ressentiment ne prennent le dessus et favorise une compréhension plus nuancée de la réintégration et de la sécurité.

## Pour en savoir plus

- Baker-Beall, C. 2022. « The Concept of The Foreign Terrorist Fighter: An Immanent Critique » (Le concept de combattant terroriste étranger : une critique immanente). *European Journal of International Security* 8 (1) : 25-46.
- Berbers, A., Joris, W., Boesman, J., d'Haenens, L., Koeman, J. et Van Gorp, B. 2016. « The News Framing of the 'Syria Fighters' in Flanders and the Netherlands: Victims or Terrorists? » *Ethnicities* 16 (6) : 798-818.
- Delhaise, E., Remacle, C., et Thomas, C. 2020. « Après le Califat, l'Embarras ». *La Revue Nouvelle* 2020 (6) : 48-64.
- Duffy, H. 2018. « Foreign Terrorist Fighters » : une approche fondée sur les droits humains ? *Security and Human Rights* 29 (1-4) : 120-172.
- Jackson, L. B. 2022. *The Monstrous & the Vulnerable: Framing British Jihadi Brides*. Oxford : Oxford University Press.
- Krona, M., et Olivia C. 2023. « The Gangster and the Bride: The Media Representation of Masculinity and Femininity in News Coverage of Jihadi Terrorists. » *Terrorism and Political Violence* : 1-16.
- Lechkar, I., & Sliti, J. (2024). « 'No Punishment is Enough For Monsters': Vindictiveness as an Important Political Emotion in Dealing With Belgian (Potential) Returnee Men. » *Critical Studies on Terrorism* : 1-23.
- Renard, T. 2023. « L'Europe et ses combattants étrangers de retour : aperçu des réponses politiques ». Dans *Returning Foreign Fighters: Responses, Legal Challenges and Ways Forward*, édité par F. Capone, C. Paulussen et R. Mignot-Mahdavi, 9-32. La Haye : Asser Press.
- Stenger, H. 2023. « Victime ou criminel : les politiques de rapatriement des combattants étrangers et la construction de « récits de menace » genrés et racialisés ». *European Journal of International Security* 8 (1) : 1-24.

# Informations

## Contact

Nom, prénom : Jihane Sliti  
Institution/Département : DFuture, Département de sciences politiques, Vrije Universiteit Brussel (VUB)  
E-mail : [jihane.sliti@vub.be](mailto:jihane.sliti@vub.be)

## Contact

Nom, prénom : Iman Lechkar  
Institution/Département : DFuture, Département de sciences politiques, Vrije Universiteit Brussel (VUB)  
E-mail : [iman.lechkar@vub.be](mailto:iman.lechkar@vub.be)